



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la Somme

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Direction des Affaires Juridiques  
et de l'Administration Locale

Bureau de l'Administration  
Générale et de l'Utilité Publique

Commune d'AMIENS  
S.A. IDEX Environnement Picardie  
MISE EN DEMEURE

**ARRETE DU** 02 AVR. 2015  
La Préfète de la Région Picardie  
Préfète du département de la Somme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les titres 1<sup>er</sup> des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 nommant Mme Nicole KLEIN Préfète de la Région Picardie, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 1996 modifié autorisant la société IDEX Environnement Picardie à exploiter une usine de méthanisation sur la zone industrielle nord d'AMIENS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2009 autorisant la société IDEX Environnement Picardie à exploiter une unité de cogénération ;

Vu l'article 12 de l'arrêté ministériel susvisé qui dispose « L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié à minima une fois par an par un organisme compétent. »

Vu l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2009 qui liste les rejets autorisés du site et fixe les valeurs limites à respecter pour les rejets aqueux de l'établissement ;

Vu les actes administratifs délivrés antérieurement : arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> octobre 1996 modifié par les arrêtés complémentaires des 26 février 2009, 17 juillet 2009, 18 février 2011 et 16 mai 2011;

Vu l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2009 qui dispose : « Les vannes automatiques installées en amont des groupes électrogènes sont asservies chacun à la pression maximale d'alimentation en biogaz des groupes électrogènes » ;

Vu l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2009 qui dispose : « Toute la chaîne de coupure automatique est testée périodiquement. »

Vu l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2009 qui dispose : « Un dispositif de détection de gaz déclenchant selon une procédure préétablie en cas de dépassement des seuils de danger est mis en place dans le caisson de chaque groupe électrogène » ;

Vu l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2009 qui dispose : « Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours »

Vu l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2009 qui dispose que « toute détection de gaz, au-delà de 20% de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 25 février 2015 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 30 octobre 2014, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées a constaté les faits suivants :

- Les compteurs biogaz relatifs à la torchère et à la chaudière ne sont pas vérifiés annuellement ;
- Le plan « Réseaux EU & EP » mis à jour le 7 avril 2014 fait apparaître que les eaux de surface de la plateforme déchets verts sont collectées via le réseau des eaux pluviales du site. L'exploitant s'est engagé à réaliser des travaux d'aménagement sur cette plateforme de façon à collecter ces eaux vers le réseau d'eaux usées du site. Ce rejet n'est pas prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.
- Les analyses mensuelles de qualité des eaux usées mettent en évidence un dépassement quasi systématiquement des valeurs de rejet en azote global (absence de dépassement uniquement en janvier pour l'année 2014) ;
- Les documentations techniques fournies montrent la présence d'un capteur de pression basse ; cependant aucune vérification n'est effectuée sur ce capteur, ce qui est contraire à la disposition « Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. » ;
- L'exploitant n'a pas été en mesure de prouver l'existence d'un capteur de pression haute sur l'installation. En tout état de cause, il n'a pas procédé à la vérification du potentiel capteur ;
- L'exploitant n'a pas rédigé de procédure d'exploitation relative aux alarmes et aux asservissements de l'installation de cogénération ;
- Le rapport OLDHAM du 05 août 2014 fait état de l'asservissement de la détection gaz à la fermeture de la vanne biogaz ; en revanche il n'a pas été démontré l'interruption de l'alimentation électrique en cas de déclenchement ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 5 et 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2009 et à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 09 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société IDEX Environnement Picardie de respecter les dispositions des articles susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société IDEX Environnement Picardie exploitant une installation de méthanisation sise rue de la croix de pierre sur la commune de Amiens est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

### **Article 2:**

Dans un délai n'excédant pas 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 09 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles

doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en vérifiant l'ensemble des dispositifs de mesure de la quantité de biogaz produit, valorisé ou détruit par un organisme compétent.

L'exploitant justifie de l'organisation mise en œuvre pour s'assurer du respect de la fréquence annuelle de vérification.

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.

### **Article 3:**

L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2009 en :

- fournissant l'analyse des dépassements des valeurs limites de rejets des eaux résiduelles et le cahier des charges des travaux de mise en conformité sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté
- fournissant le bon de commande afférant aux travaux sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté
- réalisant les travaux sous 5 mois à compter de la notification du présent arrêté

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.

### **Article 4:**

Dans un délai n'excédant pas 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2009 en :

- déposant un dossier de modifications des conditions d'exploitation conformément à l'article R512-33 du code de l'environnement concernant le rejets des eaux de surface de la plateforme déchets verts.

Le dossier de modification devra comprendre les caractéristiques du rejet ainsi que l'échéancier des travaux de raccordement au réseau d'eaux usées.

#### **Article 5:**

Dans un délai n'excédant pas 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2009 en mettant en place un capteur de pression haute asservit aux vannes automatiques installées en amont des groupes électrogènes de l'installation de cogénération.

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.

#### **Article 6:**

Dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2009 en testant la chaîne de coupure automatique de l'installation de cogénération.

Cette vérification comprendra la vérification de l'intégralité des capteurs de la chaîne de détection, des éléments de transmission du signal et de la fermeture de l'alimentation en gaz.

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.

#### **Article 7:**

Dans un délai n'excédant pas 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2009 en réalisant une procédure d'exploitation relative aux alarmes et asservissements de l'installation de cogénération.

La procédure devra comprendre à minima les seuils de danger, les consignes d'exploitation liées à l'arrêt ou au redémarrage des installations, ainsi que les modalités relatives à la vérification et à l'étalonnage.

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.

#### **Article 8:**

Dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2009 en mettant en place l'asservissement de la chaîne de détection à l'interruption de la coupure électrique.

Le dispositif de détection gaz doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.

**Article 9:**

Dans le cas où l'une des obligations prévues ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 10:**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

**Article 11 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune d'AMIENS, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie et l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société IDEX Environnement Picardie.

Amiens le 02 AVR. 2015

Pour la préfète et par délégation  
Le secrétaire général



Jean-Charles GERAY

